



RESF - Coordination 75 des Sans-Papiers
UCIJ 19-20 Quartiers Solidaires Belleville - FCPE Paris - Hui Ji
Comité de Vigilance d'Aubervilliers contre l'Expulsion des Familles et Elèves Sans-Papiers

LES SANS-PAPIERS ONT UN VISAGE
NON AUX RAFLES ET AUX EXPULSIONS ! RÉGULARISATION !
MANIFESTATION LE SAMEDI 2 FÉVRIER DANS TOUT PARIS.

		<p>AUBER SANS LA PEUR COMITÉ DE VIGILANCE D'AUBERVILLIERS CONTRE L'EXPULSION DES FAMILLES ET ELÈVES SANS-PAPIERS www.auber-sans-la-peur.org</p>
--	--	---

Rafles : la chasse aux sans-papiers bat son plein dans nos quartiers. Tous les jours des contrôles d'identité au faciès illégaux. Des contrôles dans les restaurants, cafés, épiceries pour traquer les sans-papiers. Des rafles dans les quartiers Stalingrad-Flandres, Belleville, devant les écoles où les gens font la preuve de leur intégration.

Les centres de rétention : de véritables prisons. Les sans-papiers arrêtés sont placés dans des centres de rétention surpeuplés avec miradors, barbelés, fouilles, contrôles et vexations. Des nourrissons et des enfants peuvent y être enfermés durant des semaines.

Une politique du chiffre qui broie. En 2007, la France a expulsé 24 000 sans-papiers... À quel prix ? Des familles arrêtées au petit matin à leur domicile... Des enfants nés en France et fréquentant l'école du quartier ou du village envoyés dans un pays qui n'est pas le leur... Des familles broyées dont un des parents se retrouve expédié à l'autre bout du monde sans avoir revu les siens... Personne n'a oublié Chulan, Chinoise sans-papiers, qui s'est défenestrée par peur d'un contrôle et en est morte le 21 septembre dernier.

Des lois qui fabriquent des sans-papiers. Le gouvernement Sarkozy ne s'attaque pas à la misère et l'oppression de centaines de millions de personnes dans le monde. Il préfère pourchasser les 400 000 sans-papiers sur notre sol via des lois qui empêchent leur régularisation, leur intégration et leur droit à une vie familiale digne. Cette politique entretient la clandestinité et son cortège de passeurs mafieux, d'hôteliers et employeurs sans scrupules.

Ne laissons pas faire ! Nous sommes de plus en plus nombreux à dire non. Quand une directrice d'école et des parents d'élèves s'opposent pacifiquement à l'arrestation d'un sans-papiers devant leur école, ils ont raison ! Quand les habitants d'un quartier se mobilisent pour obtenir la libération d'un sans-papiers, ils ont raison ! Nos enfants et les enfants des sans-papiers jouent et étudient ensemble : comment expliquer à nos enfants la violence faite à leurs copains ?

Faisons respecter l'État de droit ! Les rafles au faciès ne sont pas légales. Les étrangers en situation irrégulière ont des droits, notamment à une vie privée et familiale, garantie par la Convention européenne des Droits de l'homme ! L'administration refuse de reconnaître l'ancienneté de la présence de sans-papiers. Elle complique chaque année les démarches à accomplir pour être en règle. Elle n'applique pas ses propres circulaires (circulaire Sarkozy du 13 juin 2006).

Tous ensemble pour la régularisation ! Le gouvernement tente de réprimer tout sentiment de fraternité en pénalisant le « délit de solidarité ». L'opposition est un droit, parfois un devoir ! Pour nous qui vivons dans les quartiers populaires, immigrés et sans-papiers ne constituent pas une menace pour la « cohésion nationale ». Alexis, 3 ans, Rania, 8 ans, Aïcha, 12 ans, Keila, 17 ans, et leurs parents, sans-papiers, ne sont pas dangereux, ils sont en danger ! La diversité n'est pas la misère du monde mais sa richesse !

Marche contre les rafles et les expulsions, pour la régularisation, le 2 février à Paris.
RENDEZ-VOUS À 14 HEURES AU MÉTRO QUATRE-CHEMINS (COTÉ AUBERVILLIERS)
Nous rejoindrons, en Métro, les cortèges venus de nombreux arrondissements de Paris
